



Le dernier week-end de ce mois de mai sera l'occasion de voter aux scrutins régional, fédéral et européen. Sous les programmes et les promesses, la politique peut-elle apporter du sens face aux questions et attentes fondamentales des citoyens ? Est-elle capable de répondre à l'inquiétude de ceux qui ne savent pas où va notre société ? *L'appel* a interviewé sur ces questions six femmes et hommes politiques, tous candidats, appartenant à autant de partis différents.

Propos recueillis par Thierry TILQUIN et Stephan GRAWEZ

Les élections régionales et fédérales du 26 mai

SIX CANDIDATS

EN QUÊTE DE SENS

Vanessa Matz - CDH

Députée fédérale, licenciée en droit, 46 ans, tête de liste fédérale à Liège.

« Le sens ? C'est bien le problème qui doit préoccuper chaque personnage politique. Une fois que chacun aura redonné du sens à l'action politique, et surtout au bénéfice de la société, je pense qu'il y aura beaucoup moins de méfiance chez les gens. Je reprends le combat politique après deux ans de maladie. Ce temps m'a permis de réfléchir et de mesurer le décrochage du politique face aux grands enjeux situés au cœur de la société. Il existe une sorte d'incapacité ou d'absence de volonté à vouloir les traiter en accusant la mondialisation ou l'Europe. »

« Le sens que pourrait donner la politique, ce serait de se raccrocher à ces enjeux-là, de les inscrire dans une vision sur le long terme, de pouvoir les expliquer avec pédagogie. Mais aussi avec courage, y compris celui d'assumer et de ne pas toujours aller où mène le vent. Il faudrait que l'on soit davantage dans la proactivité, être un coup d'avance, et pouvoir dire ce qu'il risque de se passer. Faire de la politique, c'est aussi défendre des valeurs. La première qui me vient à l'esprit est le respect : "Tu es différent, je suis différent. Je te respecte, même si je ne pense pas la même chose que toi." Je crois à la fraternité. Et à la reconstruction du lien social

qui s'est effiloché. On a poussé les gens à l'isolement, à la peur, à l'égoïsme à cause des crises à répétition, des révolutions auxquelles ils sont confrontés : climat, numérique, identités... »

« Comme ancienne mandataire locale à Aywaille, je sais que les citoyens ont tendance à d'abord s'inquiéter pour leur situation personnelle, négligeant l'intérêt général. Mais, au-delà de ce prisme individuel, on sent aujourd'hui que certains d'entre eux ont envie de dépasser leur propre cas. Dans les mobilisations pour le climat, les jeunes et les moins jeunes sont dans une perspective plus générale et à plus long terme. Répondre aux attentes est donc un défi. On parle énormément des inégalités, réelles ou ressenties, des difficultés pour se loger, de l'accès à l'emploi, du système scolaire qui reste relativement inégalitaire... Le politique doit tout de même pouvoir agir, sinon cela signifie que quelque chose ne fonctionne pas dans le système. Pour moi, agir c'est davantage que simplement corriger ou réparer sans régler le fond des problèmes. »



Anouk Vandevorde - PTB

Institutrice, 29 ans, tête de liste régionale à Namur.

« On nous dit que l'homme est un loup pour l'homme, qu'il est égoïste, que c'est dans la nature humaine. Je ne le pense pas du tout. Comment faire du commun, du vivre-ensemble, construire une collectivité dans un système qui nous oppose

tout le temps, nous met en concurrence et pousse à l'individualisme ? Je pense que les gens se reconnaissent de moins en moins là-dedans. Comme les travailleurs de Proximus qui ont perdu leur emploi alors que l'entreprise fait de gros bénéfices. Non seulement ils sont en colère, mais c'est incompréhensible. En Belgique, le taux de pauvreté est énorme par rapport aux richesses produites. Bruxelles est la troisième région la plus riche d'Europe. Or, un enfant sur quatre y vit dans la pauvreté. De plus en plus de gens, notamment les jeunes générations, prennent conscience que cela ne tourne pas rond. Les partis traditionnels et la politique actuelle ne répondent pas vraiment à cela puisqu'ils ne remettent pas fondamentalement en cause ce système. »

« J'entends autour de moi que beaucoup de gens ne sont pas sûrs d'aller voter malgré le vote obligatoire. À quoi cela sert-il ?

Ils ne se sentent plus représentés par des politiciens déconnectés et qui n'ont pas toujours conscience des conséquences de leurs décisions pour les travailleurs et pour la majorité de la population. Même s'il ne faut pas mettre tout le monde dans le même sac. Les citoyens sont appelés à voter tous les cinq ans, mais on les implique très peu dans la vie politique et dans la société. La perte de sens vient de là aussi. Ils pourraient donner leur avis sur toutes les questions importantes : l'écologie, l'emploi, l'accès à la santé, l'enseignement. Notre parti propose depuis longtemps, avant le mouvement des gilets jaunes, le référendum d'initiative citoyenne. Il faut le proposer à tous les niveaux. De manière générale, la société civile devrait être davantage consultée. Les associations de terrain connaissent la situation mieux que n'importe quel politicien, mais on utilise trop peu leur expertise. Or on a tout à gagner à partir du vécu des gens. »

« L'expérience m'a montré que lorsque l'on s'organise et se met ensemble, on peut faire bouger les lignes. Dans le mouvement étudiant, j'ai vu comment on a pu faire des actions et des campagnes qui ont porté leurs fruits. Il faut être des milliers à bouger ensemble pour que cela ait un impact. J'ai repris confiance dans le collectif. »



François De Smet - DÉFI

Ancien directeur de Myria (Centre fédéral migration), philosophe et essayiste, 41 ans, tête de liste fédérale à Bruxelles.

« Il faut d'abord essayer de retisser le contrat social qui est tacite. Primo, l'État est supposé protéger les libertés des citoyens tout en prenant une partie de cette liberté.

En gros, nous lui cédon

nous faire justice nous-mêmes contre sa protection. Secundo, un contrat plus social nous lie. Nous sommes supposés être aidés selon nos besoins et contribuer selon nos moyens. Ces deux principes sont partagés par la plupart des formations politiques. Souvent, en campagne électorale, les divergences se situent selon l'endroit où sont placées la balance ou les limites. Certains doivent-ils contribuer un peu plus que d'autres ou, au contraire, être un peu plus aidés ? »

« Une société, une nation raconte une histoire. On a besoin de récits qui créent du sens et entraînent les gens vers un projet. Le récit écologique fait clairement sens aujourd'hui. On nous explique que cela va être la fin du monde, peut-être à raison. Et qu'en tous cas, nous avons un gigantesque défi collectif à relever ensemble. Ce récit actuellement dominant impose un prisme particulier qui invite à envisager tout le reste sous cet angle-là : l'économique, le social, la géopolitique, etc. »

« Il existe d'autres récits. Par exemple, le nationalisme fait son retour de manière assez forte. Cette tendance, dite populiste, propose une forme de repli identitaire généralisé. Notamment depuis la crise migratoire qui engendre un discours affirmant que ce n'était pas une bonne idée de promouvoir autant l'ouverture, la mixité, le voyage. Je me retrouve dans un autre récit : celui de la justice, du juste milieu lancé par des progressistes, selon lequel l'excès nuit en tout, qu'un juste équilibre est à trouver. Il faut être intransigeant sur les droits fondamentaux. Mais, pour le reste, on doit être à la recherche d'une sorte d'équilibre entre les excès de la mondialisation et ceux du collectivisme. C'est là que se trouve – oserais-je dire ? – le salut, et non pas dans le repli identitaire. »

« La société numérique a tout changé : les flux d'informations passent plus vite. Il est facile de se renseigner sur beaucoup plus de choses. Et donc, le sentiment d'inquiétude grandit. Faut-il dès lors être simplificateur ou pédagogue ? On est obligé de constater que beaucoup de gens qui réussissent en politique ces derniers temps, singulièrement dans le camp populiste ou nationaliste, font de la simplification à outrance. Je crois que le rôle des partis est au contraire de trouver une manière de raconter une histoire entraînant, qui fasse sens et indique aux citoyens qu'ils sont porteurs d'un projet qui les emmène quelque part. »

Richard Miller - MR

Député fédéral, 64 ans, deuxième candidat régional à Mons-Borinage.

« Aujourd'hui, beaucoup de concitoyens en Europe s'expriment sur le terrain de la politique avec une certaine forme de violence, une grande perte de confiance, des attentes multiples qu'il n'est pas toujours facile de définir. Quand on écoute les revendications des porte-paroles des gilets jaunes, on trouve différentes demandes dans les domaines social et politique. Avec, parfois, des relents de racisme, d'antisémitisme, et tout se mélange. On vit dans un monde où les gens ont l'illusion qu'ils doivent posséder des choses dont ils n'ont pas besoin. C'est un consumérisme qui ne porte plus sur des besoins vitaux. On peut donner du sens par l'accès à la propriété, dans le fait de fonder une famille, mais aussi par le travail. Je pense que le travail reste un pilier pour construire du sens. On ne le perçoit pourtant plus de la même façon parce que beaucoup de choses sont dématérialisées. Nous sommes confrontés à une société qui dématérialise les personnes et ne tient pas compte de la qualité de vie au travail. Si l'on va aujourd'hui vers l'artisanat et la production de produits locaux, c'est pour retrouver un peu de matérialité. »

« La grande difficulté du sens du politique aujourd'hui vient de l'absence de fondements. Dans les sociétés antérieures, la loi était fondée sur le religieux ou sur la per-

sonne du roi. Avec l'avènement des sociétés modernes et de la Révolution française, ces fondements ont été mis de côté. Certes, il ne faut pas revenir à ce système théocratique ni à une société absolutiste. Je crois que le libéralisme apporte des bienfaits. Mais dans les démocraties libérales, la loi n'a plus d'autre fondement qu'elle-même. »

« On a pu considérer pendant plusieurs décennies que la Déclaration universelle des droits de l'homme constituait le fondement métaphysique de notre société, de nos systèmes législatifs, de notre droit. Mais si vous ne croyez pas dans ce fondement-là, pourquoi vous y soumettriez-vous ? De plus, c'est très bien d'affirmer que tous les hommes sont égaux. Mais les droits de l'homme ne sont-ils pas eurocentrés ? Ne sont-ils pas finalement le sens que s'attribue l'homme Blanc, d'âge mûr, bien dans ses papiers ? En revanche, si vous êtes une femme, si vous êtes Noire et que vous vivez dans une partie de l'Afrique où vous êtes menacée, ils n'ont aucun sens. À cela s'ajoutent les questions liées au climat et au rapport à la nature : l'être humain a-t-il le droit de faire ce qu'il veut à la nature et aux animaux ? »



Françoise Laboureur - ÉCOLO**Médecin, sixième candidate fédérale à Namur.**

« Grâce à mon travail de médecin dans un quartier populaire, je vis tous les jours au contact d'une population qui subit de plein fouet les restrictions, la diminution du pouvoir d'achat, la pollution urbaine et le mépris social. On en discute dans les relations interpersonnelles puis en réunion au sein de la maison médicale. Nous essayons d'aborder ces problèmes ensemble. On se trouve confronté à des difficultés importantes d'accès aux soins, de prix des médicaments, de listes d'attente pour avoir un rendez-vous chez un spécialiste... Cela me paraissait dès lors logique de m'engager pour faire remonter vers le politique tout ce que je constate sur le terrain au quotidien : des gens qui vivent dans des conditions insalubres, dans des maisons mal isolées et mal chauffées, le long de routes polluées où circulent plein de camions. »

« On perçoit aujourd'hui un mouvement fort dans la population, une parole reprise par ceux qui manifestent, occupent la rue et les ronds-points. Ils ont le sentiment de pouvoir se faire entendre, même s'ils ne sont pas toujours entendus. Cela doit se transformer en engagement collectif car c'est dans le collectif que l'on trouve l'antidote à la désespérance. Avec les affaires qui ont défrayé

la chronique ces dernières années à tous les niveaux – logement social, Publifin, procurations falsifiées –, comment peut-on encore croire que des politiques œuvrent pour le bien commun ? Ils vivent dans un monde qui tourne sur lui-même. Il faut réenchanter la politique par une implication beaucoup plus importante des gens. Afin d'y parvenir, il existe des propositions autour du référendum, de la consultation populaire ou du tirage au sort de citoyens pour participer à la vie publique, ce qui permettrait d'avoir un panel de la population diversifié et représentatif. Cela me paraît intéressant que les personnes se mettent autour de la table et discutent et qu'ils aient tous les outils à leur disposition pour créer ensemble de vrais projets en vue du bien commun. Les questions de sens que se pose aujourd'hui la population seraient alors davantage prises en compte. Le Parlement germanophone vient par exemple d'intégrer une partie de citoyens tirés au sort pour participer aux prises de décision dans certains domaines. J'espère que cette initiative portera ses fruits. »

**Gwenaëlle Grovonius - PS****Députée fédérale, traductrice, 41 ans, deuxième candidate régionale à Namur.**

« À priori, j'aurais tendance à dire qu'aujourd'hui, les personnes sont peut-être en manque de repères. Mais, dans

le même temps, les jeunes se mobilisent sur les enjeux climatiques. Ils ont apporté du sens à un combat. Dire que la société est en perte de sens, ce serait donc trop court. En tant que femme politique, je ne pense pas que mon rôle soit d'en donner à la vie des gens. Il est plutôt de mettre toute mon énergie à créer un cadre pour permettre aux personnes de s'outiller et de trouver le sens qu'elles ont envie de donner à leur vie. La solidarité, l'égalité, la justice, la liberté sont des valeurs essentielles dans mon combat et imprègnent mes actions politiques. »

« Beaucoup de gens sont méfiants vis-à-vis des hommes et femmes politiques, y compris ces jeunes qui sont dans la rue aujourd'hui. Je ne pense pas que ce soit par une perte de sens dans la vie. Quelque chose a évolué : il faut des réponses immédiates à tout. Or, quand un problème se pose, il est nécessaire de prendre le

temps pour l'examiner, de mettre en présence les différents points de vue et sensibilités, d'en faire la synthèse, de pouvoir générer une proposition qui, justement, fasse sens pour le plus grand nombre. »

« On observe une cassure de plus en plus importante entre les riches et les pauvres, même si, en Belgique, la sécurité sociale joue un rôle de filet protecteur. Néanmoins, face à cette précarisation de plus en plus importante, je peux comprendre qu'à un moment donné, de nombreuses personnes soient en perte de repères. Les préoccupations pour se nourrir, se vêtir ou se loger ne devraient pas exister si l'on veut trouver du sens. C'est inadmissible dans une société riche comme la nôtre. Parler de vivre-ensemble est pour moi insuffisant : cette notion est toujours un peu édulcorée. Il faut oser mettre les mots sur les choses : on doit se situer dans une politique d'accueil humaine, de lutte contre le racisme, contre les discriminations de tous genres. D'accord si, en bout de course, cela nous amène à une forme de bien vivre ensemble. Mais cela passe par des conditions. »

Retrouvez l'intégrale des six interviews dans les + de *L'appel* www.magazine-appel.be

INDICES**OUVERT.**

« Il est bien trop grand pour moi tout seul », a déclaré Mgr De Kesel à propos du jardin du palais archidiocésain de Malines. Ce poumon vert de 1,5 ha est dorénavant ouvert trois jours par semaine au grand public. Les riverains sont enchantés de ce « cadeau du ciel ».

PARTAGÉ.

Le dernier week-end de mars, l'Église anglicane d'Angleterre a appelé ses membres à se rassembler pour prier et partager une tasse de thé. Elle espère ainsi contribuer positivement à la recherche d'une solution à la crise du Brexit. On ne sait pas si d'autres « five o'clock teas » religieux seront programmés jusqu'à ce que le Parlement britannique arrive à se mettre d'accord.

**DOMINÉES.**

L'Église catholique doit reconnaître l'existence, dans son histoire, d'une domination masculine et de violences sexuelles commises aux dépens de femmes et d'enfants, a déclaré le pape dans une Exhortation apostolique. Il estime que c'est ainsi qu'elle pourra retrouver grâce aux yeux des jeunes.

DÉSAVOUÉE.

Un sondage commandé par le magazine français *Témoignage Chrétien* révèle que 56% de la population de ce pays a désormais une mauvaise image de l'Église catholique. Plus de 40% des catholiques partagent la même opinion. Deux Français sur trois expliquent que leur image a été dégradée par les affaires de pédophilie et d'agressions sexuelles qui décrédibilisent l'Église catholique pour le moment.